



## Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES, Marie-Delphine PARPILLON, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER

## Ressources - Pacte Financier et Fiscal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit dans son article 30 l'obligation d'adoption d'un Pacte Financier et Fiscal (PFF) pour les communautés d'agglomérations et les métropoles dont une ou plusieurs communes sont concernées par un contrat de ville. Dans le respect de ces dispositions désormais traduites au III de l'article L5211-28-4 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Métropole du 30 juin 2016 a adopté son premier pacte financier et fiscal.

La loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 impose pour les mêmes établissements publics de coopération intercommunale l'obligation d'adoption d'un nouveau pacte financier et fiscal avant le 31 décembre 2021.

Le pacte financier et fiscal est un outil de planification et de gestion du territoire. Partant d'une analyse financière et fiscale, il doit permettre d'analyser les capacités budgétaires ainsi que l'échelon pertinent de leur mobilisation, pour mettre en œuvre les projets de l'ensemble intercommunal.

Le pacte financier et fiscal aujourd'hui proposé constitue ainsi un outil renouvelé qui vient en complément :

- Du pacte de gouvernance présenté et adopté lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021. Ce dernier a clairement posé l'ambition du territoire, respectueux des histoires et des spécificités de chaque commune et a ouvert de nouveaux espaces de concertation et de coordination des politiques publiques ;
- De la Programmation Pluriannuelle des Investissement (PPI) de 2,5 milliards d'€ présentée et adoptée lors du Conseil de Métropole du 23 novembre 2021, qui participe à une meilleure visibilité de notre action et qui permettra de déployer une solidarité physique inédite pour l'ensemble du territoire.

Le pacte financier et fiscal est issu d'un travail mené avec rigueur, indépendance et transparence depuis le début de l'année 2021 en collaboration avec le cabinet Michel Klopfer. Cette exigence dans la construction du pacte permet d'aboutir à un diagnostic financier concerté et partagé avec l'ensemble des communes membres puisque l'intégralité des données exposées dans ce pacte sont sourcées et ont fait l'objet d'une présentation :

- En conférence des maires ;
- Devant les adjoints aux Finances et les directeurs généraux des services dans le cadre d'une nouvelle instance – les « Ateliers Finances » – ayant vocation à examiner l'ensemble des flux financiers et outils de gestion organisant les relations entre les communes et la Métropole.

Le pacte financier et fiscal objet de cette délibération est construit en trois grandes parties :

- L'analyse socio-économique du territoire à travers l'étude des dynamiques démographiques mais aussi ses caractéristiques sociales, économiques et fiscales ;
- L'analyse rétrospective comparée des finances intercommunales et communales entre 2014 et 2020 ;
- La présentation des objectifs et des perspectives de solidarité financière.

L'adoption du pacte financier et fiscal se veut le socle d'un travail qui se poursuivra durant l'année 2022 à travers l'organisation d'ateliers finances qui auront pour objectif la mise en œuvre concrète des outils de coopération et de solidarité.

Par ailleurs, l'article 148 de la loi de finances pour 2017 prévoit la présentation, tous les cinq ans, d'un rapport « sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale ». Ce bilan est présenté en annexe du pacte financier et fiscal. Il fera l'objet d'une analyse approfondie au cours des ateliers finances organisés en 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le pacte financier et fiscal ;
- D'approuver le bilan de l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-176939-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PFF Décembre 2021 - projet.pdf
- Annexe rapport quinquennal.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.